

s'ajoute ainsi, par conséquent, au prix de revient de nos produits alimentaires.

La population du Royaume-Uni est très nombreuse et ne possède pas assez de matières premières, ni suffisamment de terres arables pour subvenir à ses besoins en ce qui concerne les produits alimentaires. Dans l'un et l'autre cas, l'économie n'est pas équilibrée; mais le déséquilibre tient à des causes diamétralement opposées. Il me semble que l'économie des deux pays pourrait être mieux équilibrée, si l'on se rendait compte de l'importance exceptionnelle et primordiale de ce problème pour le monde entier, surtout pour le monde occidental. Il n'est pas question d'accepter un certain nombre d'immigrants en vue d'accroître notre population ou d'établir une statistique intéressante. Le problème est bien plus vaste que cela: il s'agit de répartir la population au meilleur avantage de tous les intéressés.

A mon avis, il serait donc avantageux pour tous si une forte proportion de la population du Royaume-Uni et d'autres pays, il va sans dire, (je donne seulement le Royaume-Uni comme exemple) pouvait être transplantée dans les vastes régions inhabitées du monde. Quand il s'agit du Royaume-Uni, on songe évidemment au Canada, à l'Afrique du Sud, à la Nouvelle-Zélande et à l'Australie. On dira que cela est impossible, que cela ne peut se réaliser facilement. Le problème est tellement important qu'il faut l'aborder avec courage et énergie et tâcher, par tous les moyens possibles, de le résoudre.

Pour ce qui est du Royaume-Uni et de sa production alimentaire, je vais citer un extrait d'un ouvrage intitulé: *The Next British Empire* (page 77):

Le Royaume-Uni a une superficie de 60,153,371 acres, dont 9 millions environ sont improductives. Nous utilisons donc quelque 51 millions d'acres pour produire d'une façon ou d'une autre des denrées alimentaires; ces denrées alimentaires constituent environ 38 ou 40 p. 100 de la quantité que nous consommons. Au prorata de la population et à l'exclusion des questions de détail, mon estimation aurait donc pu être aussi élevée que 77 millions d'acres, et il est vraiment discutable que le Royaume-Uni soit surpeuplé du point de vue agricole et qu'il ait besoin d'autant de territoires de plus. Mais nous nous contenterons de réclamer 69 millions d'acres seulement. Puisque nous ne pouvons les obtenir de l'océan environnant, c'est dire que pour redresser l'équilibre il faudrait réduire la population du Royaume-Uni. En recourant à la règle de trois et en jugeant que la population actuelle de 47 millions serait solidement établie, en tant qu'unité agricole, sur 129 millions d'acres, le nombre normal d'habitants qui peuvent subsister sur notre superficie inexpansable de 60 millions d'acres n'est pas plus de 22 millions.

En d'autres termes, pour subvenir à ses besoins en denrées alimentaires,—bien entendu, il y aurait encore des exportations de

certaines denrées alimentaires et des importations de certaines autres,—le Royaume-Uni devrait, à tout prendre, réduire sa population à 22 millions d'habitants.

Si nous nous lançons dans un remaniement de la population sur une vaste échelle, nous nous trouverions évidemment en présence d'une foule de problèmes. Le premier et le plus manifeste, c'est que l'immigrant qui nous arrive est également un émigrant de son ancien pays, et le problème de l'émigration est très réel. Il est évident que dans un pays dont la population s'accroît, par conséquent dont un fort élément de la population est jeune et viril, l'activité économique tend à s'intensifier, à s'accroître. D'autre part, il se présente certains problèmes lorsque la population est stationnaire, comme en France, ou en déclin, comme en Irlande.

Il y a, par exemple, huit ans que la population de la province de l'Île du Prince-Édouard, d'où je viens, est stationnaire, et il s'ensuit des problèmes qui rendent coûteuse l'évolution de la province, en ce qui a trait aux routes et autres installations, et qui impose à la population une dette fort élevée par tête. La situation est attribuable en partie à ce qu'on n'a pas permis à notre province de progresser. Les trois provinces Maritimes ont été les seules qui n'ont pas acquis de vastes régions de territoire inexploité à un moment ou un autre, et nous devons en outre faire face au problème que pose la limitation de nos ressources et une population qui n'a pas augmenté.

Les mêmes problèmes se poseront dans les pays d'où viendront ces immigrants. Les pays qui font l'acquisition de ces nouveaux citoyens devraient reconnaître qu'ils bénéficient de l'immigration et ils devraient avoir certains devoirs envers les pays qui leur fournissent les immigrants. Au Royaume-Uni, par exemple, la dette par habitant est d'environ 514 livres sterling, ce qui représente un fardeau assez lourd. Le problème de la convertibilité des devises se trouve, il va sans dire, relié à ce problème. Le problème de la convertibilité présente un autre obstacle à l'immigration. Il en a déjà été question. Je ne crois pas que ce soit par pure coïncidence que la zone sterling est, d'une façon générale, la zone de surpeuplement dans le monde tandis que la zone du dollar est insuffisamment peuplée. Je crois que cette situation existe et que la livre n'est pas convertible en dollars uniquement parce que dans la zone du dollar la population n'est pas dense, tandis que la production par habitant y est plus forte par rapport au travail fourni. Je signale tout simplement ces obstacles et ces difficultés. Je ne prétends pas que le problème soit aisé à